

ÉNONCÉ DE POLITIQUE DU
SCFP SUR LA SOLIDARITÉ
INTERNATIONALE

*Au coeur de l'action
localement et
mondialement*

SCFP
Au coeur de l'action

Congrès national du SCFP • Vancouver, 19-23 novembre 2001

Mondialisation. C'est un mot poli pour parler de la cupidité des entreprises. C'est le coup de force ultime du capitalisme mondial – une stratégie bien établie pour organiser l'économie de façon à concentrer la richesse croissante du monde entre les mains d'une infime minorité. Et les gouvernements de droite du monde entier, incluant celui de Chrétien, sont complices.

Les membres du SCFP ressentent les effets de ce fléau mondial. Notre droit de faire la grève, de nous syndicaliser et de représenter nos membres, ainsi que nos conventions collectives sont menacés comme jamais auparavant. La pression subie pour réduire le personnel, les salaires et les avantages sociaux est énorme. De plus en plus, nos membres travaillent pour – ou tentent de contrer – des sociétés mondiales comme Aramark, WMI, EDS ou Suez. Il est évident que le plan consiste à permettre aux sociétés multinationales de contrôler *tous* les aspects de l'activité économique et sociale d'un pays – même ses services publics.

Mais cette course vers le fonds n'est **pas** inévitable. Elle peut être stoppée.

Les manifestations anti-mondialisation de Seattle, Windsor, Québec et Gênes, en Italie, ont aidé à galvaniser l'opposition publique à la mondialisation et aux accords de libre-échange et à attirer l'attention de millions de travailleuses et travailleurs, incluant les membres du SCFP, sur cet enjeu. Beaucoup de militantes et militants du SCFP ont participé aux manifestations nord-américaines ou à des activités dans leurs collectivités.

C'est le coup de force ultime du capitalisme mondial – une stratégie bien établie pour organiser l'économie de façon à concentrer la richesse croissante du monde entre les mains d'une infime minorité.

Ces moyens d'action ont eu un impact décisif dans l'édification de l'opposition à la mondialisation et au libre-échange. Ils disent clairement qu'il est inacceptable de tenir des négociations secrètes et non démocratiques pour vendre les droits des gens et les ressources et les services publics de leur pays. Ils ont montré à des centaines de millions de personnes du monde

entier que les sociétés transnationales et les gouvernements qui travaillent pour leur compte prendront tous les moyens – incluant les gaz lacrymogènes et les projectiles d'arme à feu contre des citoyennes et des citoyens ordinaires – pour atteindre leurs buts. Mais surtout, ces moyens d'action démontrent que nous **pouvons** changer les choses

lorsque nous nous unissons pour riposter.

LA PAIX ET LA SÉCURITÉ DE LA PERSONNE

Les événements du 11 septembre et leurs conséquences nous ont fait prendre conscience de l'importance du travail pour la paix et la sécurité. Les attaques ont dévoilé la fragilité de notre monde. Elles nous ont montré que personne n'est à l'abri de la violence et de la guerre.

La violence et la guerre ne sont pas la solution. Nous ne devons pas renoncer à notre engagement en faveur de la justice et de la paix. Il faut plus que jamais édifier la solidarité entre les peuples du monde au sein d'un mouvement non violent pour une véritable égalité sociale, économique et raciale. Il faut plus que jamais nous réengager à bâtir un monde meilleur, parce qu'un monde meilleur est possible.

NOUS LES AFFRONTONS

Le SCFP peut être fier du rôle qu'il a joué dans l'édification d'un mouvement solide pour contester le pouvoir des grandes entreprises :

- Nous avons mobilisé plus de 5 000 membres du SCFP pour la manifestation de Québec, et nous étions le plus grand contingent de la marche. Et nous avons appuyé la demande d'enquête publique sur l'attaque menée par la police contre notre droit de manifester paisiblement. Nous avons aussi mobilisé des centaines de membres du SCFP pour qu'ils participent à la « March at the Arch » (La Marche vers l'Arche) qui a eu lieu à la frontière de Blaine, dans l'État de Washington – un moyen d'action organisé par la C.-B. en solidarité avec la manifestation contre la ZLÉA à Québec.
- Nous avons appuyé la récente caravane du Front commun de Québec-au-Qatar et organisé des ateliers sur l'OMC, et nous avons incité les conseils municipaux et d'autres alliés à exprimer leur opposition.
- Nous avons demandé un statut d'intervenant dans l'appel de la cause Metalclad, en soutien à la ville mexicaine qui s'est vu imposer une amende de 17 millions de dollars en vertu de l'ALÉNA parce qu'elle avait tenté d'empêcher une société américaine d'exploiter un site de déchets toxiques dans la collectivité.
- Nous avons amorcé une contestation en vertu de la charte du chapitre 11 de l'ALÉNA, pour protester contre les tribunaux secrets de l'ALÉNA qui violent notre droit à la liberté d'expression et à la liberté de presse.
- Nous avons publié d'importants avis juridiques expliquant les dangers du projet de loi 11 en Alberta (sur l'établissement des hôpitaux privés) dans le cadre de l'ALÉNA et des accords de l'OMC. Nous avons publié des avis juridiques similaires pour expliquer aux municipalités les implications commerciales de la privatisation de l'eau – des avis qui ont joué un rôle central dans l'arrêt du processus de privatisation de la station Seymour en C.-B., et que nous utilisons encore dans nos campagnes contre la privatisation de l'eau à Moncton et à Halifax.
- Nous avons financé une recherche sur les répercussions des accords commerciaux sur la santé, l'éducation, l'eau et les services municipaux, et nous en avons publié les résultats dans notre troisième Rapport annuel sur la privatisation.
- Nous avons produit du matériel pédagogique pour expliquer à nos membres l'impact des accords commerciaux sur leurs emplois et sur les services publics que nous offrons.
- Nous avons participé à la campagne pour contester le contrôle des grandes entreprises pharmaceutiques sur les médicaments contre le VIH-SIDA en Afrique du Sud.
- Nous communiquons régulièrement avec des groupes syndicaux dans d'autres pays pour échanger de l'information et entreprendre des moyens d'action conjoints pour défier la mondialisation.

Mais il reste beaucoup, beaucoup de travail à faire pour repousser les forces de la mondialisation et du libre-échange et pour restaurer la démocratie. Il faut d'abord et avant tout mobiliser et faire participer nos 500 000 membres et leur faire comprendre la lutte que nous menons. Nous devons édifier un grand mouvement de la base, dans chaque collectivité, dans chaque lieu de travail et dans chaque section locale du SCFP.

Nous devons :

- Intensifier nos efforts pour sensibiliser tous les membres du SCFP aux conséquences de la mondialisation sur notre vie de tous les jours, sur l'environnement, sur la vie de travailleuses et travailleurs d'autres pays et sur les droits des travailleuses et travailleurs de couleur, des travailleuses et travailleurs lesbiennes, gais, bisexuels, transgendéristes, des travailleuses et travailleurs autochtones et des femmes.
- Accorder une attention spéciale à la participation des jeunes, qui savent que leur avenir et l'avenir de l'environnement de notre planète sont en jeu, et qui ont fait preuve d'un courage incroyable en s'opposant aux forces de droite.
- Élaborer une stratégie de riposte claire – une stratégie qui donne toute sa signification au slogan « Penser mondialement. Agir localement ». Les membres du SCFP doivent résister activement à la transformation de l'économie du monde en résistant activement à l'érosion de la qualité de vie dans nos communautés et aux attaques menées contre nous au travail. Nous devons être prêts à prendre des moyens d'action directs contre les accords commerciaux, tout comme nous le faisons pour les conventions collectives.

LES OBJECTIFS DES GRANDES ENTREPRISES

Les grandes entreprises contrôlent maintenant les politiques économiques, sociales et poli-

tiques de presque tous les pays. Les transnationales ont mis en place des mécanismes légaux pour exploiter la population et les ressources naturelles du monde en faisant la promotion des accords de libre-échange comme l'ALÉNA, la ZLÉA et le GATS, et en exerçant un contrôle sur les puissantes institutions financières comme la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Les accords de libre-échange et les institutions financières internationales obligent les pays à privatiser de façon permanente les services, à abaisser les normes du travail et à réduire le financement du gouvernement pour les programmes publics ainsi que presque toutes les formes de réglementation gouvernementale.

Les accords de libre-échange et les institutions financières internationales obligent les pays à privatiser de façon permanente les services, à abaisser les normes du travail et à réduire le financement du gouvernement pour les programmes publics ainsi que presque toutes les formes de réglementation gouvernementale. Ils obligent les pays à réduire et même à éliminer les mesures de protection de l'environnement. Ces instruments de domination des grandes entreprises ont décrété les règles du jeu en faveur des sociétés au détriment des citoyennes et citoyens, en faveur du Nord au détriment du Sud, en faveur de la cupidité au détriment de l'environnement et en faveur des riches au détriment des pauvres.

Le résultat, c'est que les gouvernements à tous les niveaux dans le monde entier ont perdu le pouvoir de prendre des décisions dans l'intérêt de leur pays. Les citoyennes et citoyens et les travailleuses et travailleurs perdent leurs droits. L'air pur et l'eau potable sont moins importants que les profits des entreprises. Et la privatisation des services publics – la dernière frontière de la mondialisation et du libre-échange – se répand comme un feu de brousse. Peu importe ce que dit notre gouvernement, nous savons que les services publics, qui sont notre richesse publique – nos systèmes de santé et d'éducation, nos services d'eau et d'électricité – sont sur la table de négociation, prêts à être vendus.

NOUS SOMMES TOUTES ET TOUS TOUCHÉS

Ce qui arrive aux travailleuses et travailleurs dans d'autres pays arrive aussi à celles et ceux du Canada, incluant les membres du SCFP. De plus en plus, nos membres font concurrence aux travailleuses et travailleurs les plus pauvres de la planète pour obtenir des emplois. Nous commençons à peine à ressentir les effets du type d'exploitation qui a déjà ruiné la vie des travailleuses et travailleurs des pays en développement.

La réduction des salaires et des avantages sociaux, l'accélération de la production et le remplacement d'emplois à plein temps par des emplois occasionnels ou à temps partiel sont des tactiques utilisées par les entreprises pour accroître leurs profits et leur pouvoir. C'est une spirale descendante dans laquelle des groupes de travailleuses et travailleurs et leurs pays se dressent les uns contre les autres pour voir qui peut fournir la main-d'œuvre la moins chère possible aux multinationales.

Les citoyennes et citoyens et les travailleuses et travailleurs perdent leurs droits. L'air pur et l'eau potable sont moins importants que les profits des entreprises. Et la privatisation des services publics – la dernière frontière de la mondialisation et du libre-échange – se répand comme un feu de brousse.

Déjà très marginalisés dans des emplois mal payés et non syndiqués, les femmes, les travailleuses et travailleurs de couleur et les travailleuses et travailleurs autochtones, peu importe où ils vivent, sont ceux qui risquent d'être les plus touchés.

UNE ATTAQUE CONTRE NOS DROITS À L'ÉGALITÉ

De plus, la mondialisation entraîne un recul des droits à l'égalité. Les accords de libre-échange et les institutions financières internationales minent les droits à l'égalité – et créent des disparités encore plus grandes entre les gens au sein des nations, et entre les nations elles-mêmes.

Déjà très marginalisés dans des emplois mal payés et non syndiqués, les femmes, les travailleuses et travailleurs de couleur et les travailleuses et travailleurs autochtones, peu importe où ils vivent, sont ceux qui risquent d'être les plus touchés. Dans les pays du sud, où la mondialisation est la plus avancée, la détérioration des conditions nationales et

environnementales est la norme et ce sont les femmes et les enfants qui en souffrent le plus.

Et la mondialisation a un impact direct sur les politiques en matière d'immigration. Les restrictions imposées aux déplacements des gens augmentent à la faveur des intérêts économiques.

Même si l'argent, les biens et les services s'échangent sans restriction, les gens d'autres pays sont utilisés, tant au pays qu'à l'étranger, comme source de main-d'œuvre bon marché. Les politiques d'immigration fondées sur l'utilisation des gens comme source de main-d'œuvre bon marché favorisent encore plus l'intolérance et la discrimination.

LUTTER LOCALEMENT POUR CHANGER LE MONDE

L'impact de la mondialisation et des accords de libre-échange est si profond qu'il exige une réponse d'une grande profondeur et d'une grande ampleur.

Nous devons lutter sur tous les fronts contre ces visées de droite. Nous devons faire pression sur le gouvernement fédéral pour qu'il mette en œuvre une politique de commerce équitable, exclue les services publics des accords commerciaux et abroge les accords existants. Nous devons utiliser nos recherches et nos analyses pour dénoncer le potentiel destructeur de la mondialisation et mettre au point des solutions de rechange. Nous devons être prêts à intenter des poursuites juridiques, communautaires et autres pour protéger les services publics. Et nous devons continuer de travailler sans arrêt avec des coalitions pour édifier un mouvement d'opposition mondiale à la mondialisation.

NOUS DEVONS PENSER MONDIALEMENT ET AGIR LOCALEMENT

Nous devons organiser une résistance massive au libre-échange et à la mondialisation à la base et commencer par faire des liens entre les batailles locales et la lutte mondiale contre la domination des grandes entreprises.

Mais surtout, nous devons organiser une résistance **massive** au libre-échange et à la mondialisation à la base et commencer par faire des liens entre les batailles locales et la lutte mondiale contre la domination des grandes entreprises. Chaque bataille livrée par une section locale du SCFP contre l'élimination d'emplois, les concessions, la privatisation ou l'affaiblissement

des droits des travailleuses et travailleurs doit être vue comme une lutte contre la mondialisation. Et chaque victoire doit être vue comme un coup porté à la mondialisation.

Nous devons :

- ✓ Produire du matériel qui explique les risques des soi-disant accords et promouvoir une action stratégique pour les contrer.
- ✓ Organiser des assemblées, des ateliers et des cours sur les lieux de travail afin de rassembler les membres et discuter de la façon dont ces accords touchent nos lieux de travail, nos collectivités et nos vies.
- ✓ Élaborer un atelier pour aider les militantes et militants à comprendre le lien entre la mondialisation et ce qu'ils vivent au travail et dans leurs communautés.
- ✓ Rejoindre un plus grand nombre de jeunes et de travailleuses et travailleurs de couleur pour renforcer leur participation au mouvement anti-mondialisation.

- ✓ Familiariser des membres du SCFP avec l'utilisation stratégique de l'action directe et de la désobéissance civile non violente, et veiller à ce que ces membres aient l'appui dont ils ont besoin pour agir.
- ✓ Songer aux groupes d'affinité, aux escouades volantes et à d'autres façons d'organiser nos membres et de promouvoir la participation directe aux moyens d'opposition à la mondialisation et aux objectifs de droite.
- ✓ Organiser des piquets de solidarité et d'autres moyens d'action pour montrer que nous faisons cause commune avec des travailleuses et travailleurs en grève ou avec ceux qui luttent contre les effets de la mondialisation partout au Canada et dans le monde.
- ✓ Utiliser un éventail de moyens, incluant la musique, le théâtre et la danse, de même que des manifestations, des rassemblements et des marches de protestation pour attirer l'attention sur nos préoccupations et sur l'urgence d'agir. Plus nos moyens d'action seront vitaux et dynamiques, plus la jeunesse y participera.
- ✓ Examiner les effets spécifiques de la mondialisation sur les femmes, les travailleuses et travailleurs gais et lesbiennes, les travailleuses et travailleurs de couleur, les travailleuses et travailleurs atteints de déficiences et les travailleuses et travailleurs autochtones, et élaborer des stratégies pour inverser ces effets.
- ✓ Intégrer les questions d'égalité à notre matériel pédagogique, à nos ateliers et à d'autres éléments de notre lutte contre la mondialisation.

- ✓ Continuer de fournir un appui financier et militant aux nombreuses coalitions locales, régionales, provinciales et nationales qui s'organisent contre la mondialisation économique – incluant le Front commun contre l'OMC (FCOMC) et le People's Global Action (l'Action mondiale des peuples).

NOUS DEVONS CRÉER DES LIENS AVEC LES TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS DU MONDE

Le SCFP cherche de plus en plus activement à créer des liens avec les syndicats d'autres pays pour stopper la mondialisation. Par exemple, à l'invitation du Syndicat national des travailleuses et travailleurs municipaux du Brésil, des représentants du SCFP, dont le président de la section locale 5167 de Hamilton, ont présenté un important exposé à une conférence sur la gestion de l'eau potable et des égouts et sur notre expérience en matière de lutte contre la privatisation. Nous avons envoyé un représentant, le confrère Edgar Godoy de la section locale 2191 du SCFP, et un membre substitut de notre Comité national de solidarité internationale, à la tournée des Luttés invisibles de Colombie. Cette tournée des gens et des collectivités a été organisée en partie pour appuyer les forces d'opposition populaires qui s'organisent contre le plan visant à rendre la Colombie encore plus dépendante des investissements étrangers. Nous jouons un rôle actif au Conseil exécutif international et dans les activités de l'Internationale des services publics (ISP). Notre travail à l'ISP nous a permis de créer des liens solides avec les syndicats des secteurs publics d'autres pays et nous sommes devenus des chefs de file reconnus dans la lutte internationale contre la privatisation. Nous avons

établi des liens solides avec d'importants syndicats du secteur public en Afrique du Sud et dans de nombreux pays d'Amérique du Sud, en particulier dans le dossier de la privatisation de l'eau et de l'électricité. Et notre Comité de solidarité internationale a créé de nombreux liens importants et participe à de nombreux projets avec des syndicats à l'extérieur du Canada, notamment à Cuba, en Afrique du Sud et au Chili.

Nous devons continuer d'intensifier nos efforts en matière de solidarité internationale sur tous ces fronts. Et nous devons également veiller à ce que les sections locales du SCFP commencent à tendre la main aux travailleuses et travailleurs d'autres pays. Pour nous ouvrir à nos alliés du monde entier, nous devons :

- ✓ Appuyer la création de liens entre les sections locales du SCFP et des sections locales sœurs d'autres pays qui vivent des problèmes similaires ou sont aux prises avec des employeurs similaires.
- ✓ Intégrer une dimension internationale aux activités et campagnes du SCFP pour faire le lien avec les luttes du secteur public dans d'autres pays – que ce soit pour les droits à l'égalité, contre la privatisation ou à la défense de l'assurance-maladie, de l'éducation publique ou de l'eau.
- ✓ Utiliser les conférences et les congrès des Nations Unies et le droit international pour faire pression sur le gouvernement canadien et d'autres afin qu'ils adhèrent aux conventions préconisant des politiques et des programmes qui appuient les droits de tous les travailleurs et travailleuses.
- ✓ Continuer de revitaliser les comités de solidarité internationale dans les divisions, les conseils et les sections locales.

- ✓ Consolider le fonds d'Entraide syndicale et viser l'augmentation des contributions financières des sections locales, des membres individuellement et du personnel au fonds, tout en négociant des contributions des employeurs.
- ✓ Financer en priorité les projets d'Entraide syndicale liés à la mondialisation.

NOUS GAGNONS

Le pouvoir populaire grandit, malgré l'importance et la puissance des transnationales et des institutions internationales qui tentent de réorganiser le monde à leur profit.

Les plans les mieux pensés de l'élite du monde des affaires ont été défaits par des manifestations immenses et largement médiatisées contre les négociations du libre-échange. Les manifestantes et manifestants qui tentaient de briser le mur du secret représentent plusieurs segments de la population : jeunes, étudiantes et étudiants, travailleuses et travailleurs, sans-emploi, environnementalistes, militantes et militants contre le racisme, communautés religieuses, retraitées et retraités et membres de syndicats.

Et ce n'est pas tout. L'Accord multilatéral sur les investissements a été sabordé par un réseau mondial bien organisé de militantes et militants. Les compagnies pharmaceutiques ont dû abandonner leur poursuite juridique contre l'Afrique du Sud qui voulait offrir des médicaments à coût abordable pour le traitement du VIH-SIDA, grâce à une campagne internationale que le SCFP a activement appuyée. Et ce n'est pas un accident si le Conseil canadien des sociétés publiques-privées (une organisation qui veut paver la voie à la prise de contrôle par les intérêts privés des services publics) a déclaré que le SCFP était la plus grosse épine dans son pied. Après tout, les membres du SCFP de tout le Canada ont empêché sans relâche et efficacement notre richesse collective de devenir propriété privée.

Mais nous ne pouvons pas nous reposer sur nos lauriers. Notre mode de vie même, le bien-être de milliards d'autres personnes dans le monde et la santé de notre planète sont en jeu. Nous ne devons jamais sous-estimer les tactiques obscures utilisées par les sociétés multinationales, les institutions financières internationales et les gouvernements de droite, ni leur détermination à remporter la mise.

Ce ne sera pas facile de gagner. Ce ne l'est jamais. Mais nous sommes le plus grand syndicat du Canada – et l'un des plus grands syndicats du secteur public au monde – et, à ce titre, nous devons nous engager à intensifier la lutte contre la mondialisation en luttant chaque jour, de toutes les façons possibles, afin de bâtir un monde meilleur, plus juste et plus pacifique pour nous et nos familles, pour les autres habitantes et habitants de la planète et pour les générations futures.

